Rapport financier 2019

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Mathieu-du-Parc

Code géographique : 51070

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Valérie Bergeron, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-Mathieu-du-Parc pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature _____ Date 2020-08-03

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants 4
Rapport du vérificateur général 4.1

État des résultats 5
État de la situation financière 6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) 7
État des gains et pertes de réévaluation 7
État des flux de trésorerie 8

Notes complémentaires aux états financiers 9

Renseignements complémentaires
- Résultats détaillés 10
- Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales 11
- Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales 12
- Charges par objets 13
- Fonds local d'investissement (FLI) 14
- Fonds local de solidarité (FLS) 15
- Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire 16
- Excédent (déficit) accumulé 17
- Avantages sociaux futurs 18

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus 20
Analyse des charges 21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la MUNICIPALITÉ DE SAINT-MATHIEU-DU-PARC, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états des résultats, de la variation des actifs nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE SAINT-MATHIEU-DU-PARC, au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de leur dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE SAINT-MATHIEU-DU-PARC inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

-nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des situations ou événements futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

-nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

DÉSAULNIERS, GÉLINAS, LANOUETTE S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Trois-Rivières (Québec), le 3 août 2020
Par Jérôme Sansregret, CPA auditeur, CGA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	2 480 622	2 545 565	2 451 911
Compensations tenant lieu de taxes	2	122 662	127 050	122 559
Quotes-parts	3			
Transferts	4	148 155	706 691	595 459
Services rendus	5	43 490	61 379	55 320
Imposition de droits	6	75 064	136 031	106 229
Amendes et pénalités	7	7 500	13 392	12 472
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	22 000	40 971	45 646
Autres revenus	10	16 907	1 113	2 424
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	2 916 400	3 632 192	3 392 020
Charges				
Administration générale	14	548 547	546 283	532 047
Sécurité publique	15	398 979	589 345	419 397
Transport	16	970 209	1 141 578	1 133 085
Hygiène du milieu	17	439 121	528 198	512 489
Santé et bien-être	18	4 514	5 282	3 710
Aménagement, urbanisme et développement	19	186 814	194 034	192 834
Loisirs et culture	20	161 844	164 248	140 780
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	71 727	43 323	54 758
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	2 781 755	3 212 291	2 989 100
Excédent (déficit) de l'exercice	25	134 645	419 901	402 920
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		7 671 974	7 269 054
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		7 671 974	7 269 054
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		8 091 875	7 671 974

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	778 458	1 102 427
Débiteurs (note 5)	2	1 727 697	1 518 696
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	100	100
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	2 506 255	2 621 223
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	387 000	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	347 663	339 334
Revenus reportés (note 12)	12	357 771	274 265
Dette à long terme (note 13)	13	1 435 791	1 905 934
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	2 528 225	2 519 533
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(21 970)	101 690
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	8 056 065	7 516 300
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19		
Autres actifs non financiers (note 17)	20	57 780	53 984
	21	8 113 845	7 570 284
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	8 091 875	7 671 974

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	134 645	419 901	402 920
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	( )	(981 165)	(1 006 177)
Produit de cession	3		1 100	
Amortissement	4		439 615	385 544
(Gain) perte sur cession	5		686	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(539 764)	(620 633)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		(3 796)	(52 220)
	11		(3 796)	(52 220)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		(1)	
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	134 645	(123 660)	(269 933)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		101 690	371 623
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		101 690	371 623
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(21 970)	101 690

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	419 901	402 920
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	439 615	385 544
Autres			
- Perte sur dispo immos	3	686	
-	4		
	5	860 202	788 464
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(209 001)	(178 383)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	8 329	36 582
Revenus reportés	9	83 506	55 937
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	(3 796)	(52 220)
	14	739 240	650 380
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(981 165)	(1 006 177)
Produit de cession	16	1 100	
	17	(980 065)	(1 006 177)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	(475 600)	(183 200)
Variation nette des emprunts temporaires	25	387 000	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	5 457	689
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(83 143)	(182 511)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(323 968)	(538 308)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 102 427	1 640 735
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32	(1)	
Solde redressé	33	1 102 426	1 640 735
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	778 458	1 102 427

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc est un organisme municipal constitué et régi en vertu du code Municipale de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des obligations et droits contractuels et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

C) Actifs

.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie
La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Participation dans des entreprises municipales
Les participations dans des entreprises municipales sont présentées au coût et dépréciées lors d'une baisse de valeur.

b) Actifs non financiers

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations
Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de périodes suivantes :

Infrastructures	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	30 et 40 ans
Véhicules	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10, 15 et 20 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme
Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés
Les montants perçus à l'égard du fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert
Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Revenus de transfert
Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	778 458	1 102 427
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	778 458	1 102 427
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	148 295	139 710
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	948 932	1 011 347
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	528 563	281 806
Organismes municipaux	15	38 337	16 951
Autres			
- Droits de mutation	16	29 608	34 452
- Autres	17	33 962	34 430
	18	1 727 697	1 518 696
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	692 994	807 949
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	692 994	807 949
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23		

Note

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	19 583	22 803
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	2 837	2 366
	43	22 420	25 169

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018

10. Emprunts temporaires

La municipalité dispose d'un emprunt temporaire d'un montant autorisé de 1 311 000 $ portant intérêts au taux de 3,95%. Cet emprunt temporaire est disponible sous forme de débours progressifs.

11. Créditeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	152 899	126 566
Salaires et avantages sociaux	48	76 356	82 679
Dépôts et retenues de garantie	49	96 524	47 444
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts	53	10 346	12 709
- Frais courus	54	11 538	69 936
-	55		
-	56		
-	57		
	58	347 663	339 334

Note

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	357 771	274 265
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
-	68		
-	69		
-	70		
-	71		
	72	357 771	274 265

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2019	2018
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,80	2,75	2020	2023	73	1 442 100	1 917 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	1 442 100	1 917 700
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(6 309)	(11 766)
					83	1 435 791	1 905 934

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets – Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets – Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme – Location-acquisition		Autres dettes à long terme – Autres		Total 2019
2020	84	92	836 900	100		109		117	836 900
2021	85	93	445 800	101		110		118	445 800
2022	86	94	20 500	102		111		119	20 500
2023	87	95	138 900	103		112		120	138 900
2024	88	96		104		113		121	
2025 et +	89	97		105		114		122	
	90	98	1 442 100	106		115		123	1 442 100
Intérêts et frais accessoires				107	( )			124	( )
	91	99	1 442 100	108		116		125	1 442 100

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2019	2018
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(21 970)	101 690
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )	( )
Autres	128	( )	( )
	129	(21 970)	101 690

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	2 203 493	158		185		212	2 203 493
Eaux usées	131	850 517	159		186		213	850 517
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	3 663 105	160		187		214	3 663 105
Autres	133	484 489	161	6 042	188		215	490 531
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	1 144 307	163	111 535	190		217	1 255 842
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	711 834	165		192		219	711 834
Ameublement et équipement de bureau	138	133 721	166	9 972	193	6 303	220	137 390
Machinerie, outillage et équipement divers	139	585 450	167	7 969	194		221	593 419
Terrains	140	294 565	168		195	362	222	294 203
Autres	141	34 615	169		196		223	34 615
	142	10 106 096	170	135 518	197	6 665	224	10 234 949
Immobilisations en cours	143	1 102 859	171	845 647	198		225	1 948 506
	144	11 208 955	172	981 165	199	6 665	226	12 183 455
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	512 286	173	55 087	200		227	567 373
Eaux usées	146	169 516	174	21 263	201		228	190 779
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	1 707 340	175	154 007	202		229	1 861 347
Autres	148	240 606	176	17 991	203		230	258 597
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	434 823	178	32 819	205		232	467 642
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	234 507	180	110 976	207		234	345 483
Ameublement et équipement de bureau	153	71 660	181	12 157	208	4 879	235	78 938
Machinerie, outillage et équipement divers	154	310 915	182	31 852	209		236	342 767
Autres	155	11 002	183	3 463	210	1	237	14 464
	156	3 692 655	184	439 615	211	4 880	238	4 127 390
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	7 516 300					239	8 056 065
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	( )	244	( )	246	( )	248	( )
Valeur comptable nette	242						249	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255		
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
-	256	57 780	53 984
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	57 780	53 984
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

18. Obligations contractuelles

La municipalité est liée par un contrat de service d'une durée de 2 ans pour l'enlèvement de la neige se terminant en 2020. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 s'établit à 246 120 $ et est exigible au cours du prochain exercice.

La municipalité est liée par un contrat de service d'une durée de 2 ans pour la cueillette et le transport des matières résiduelles se terminant en 2022. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 s'établit à 384 502 $. Les paiements minimums futurs exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2020 - 125 638 $
2021 - 128 151 $
2022 - 130 714 $

La municipalité est liée par un contrat de service pour la location de machinerie se terminant en 2023. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 s'établit à 93 254 $. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2020 - 26 644 $
2021 - 26 644 $
2022 - 26 644 $
2023 - 13 322 $

19. Droits contractuels

S.O.

20. Passifs éventuels

S.O.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2019	Solde des cautionnements 2018

262

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

24. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25 **Chiffres de l'exercice précédent**

Certains chiffres de l'exercice 2019 ont été reclassés pour rendre leur présentation comparable à celle adoptée en 2020.

S16

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget 2019	Réalisations 2019			Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	2 480 622	2 545 565		2 545 565	2 451 911
Compensations tenant lieu de taxes	2	122 662	127 050		127 050	122 559
Quotes-parts	3					
Transferts	4	148 155	296 959		296 959	261 417
Services rendus	5	43 490	61 379		61 379	55 320
Imposition de droits	6	75 064	136 031		136 031	106 229
Amendes et pénalités	7	7 500	13 392		13 392	12 472
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	22 000	40 971		40 971	45 646
Autres revenus	10	16 907	1 113		1 113	2 424
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	2 916 400	3 222 460		3 222 460	3 057 978
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		409 732		409 732	334 042
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20		409 732		409 732	334 042
	21	2 916 400	3 632 192		3 632 192	3 392 020
Charges						
Administration générale	22	548 547	529 804	16 479	546 283	532 047
Sécurité publique	23	398 979	483 189	106 156	589 345	419 397
Transport	24	970 209	937 590	203 988	1 141 578	1 133 085
Hygiène du milieu	25	439 121	450 119	78 079	528 198	512 489
Santé et bien-être	26	4 514	5 282		5 282	3 710
Aménagement, urbanisme et développement	27	186 814	180 438	13 596	194 034	192 834
Loisirs et culture	28	161 844	142 931	21 317	164 248	140 780
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	71 727	43 323		43 323	54 758
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32		439 615	(439 615)		
	33	2 781 755	3 212 291		3 212 291	2 989 100
Excédent (déficit) de l'exercice	34	134 645	419 901		419 901	402 920

10

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	134 645	419 901	402 920
Moins: revenus d'investissement	2	( )	(409 732)	(334 042)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	134 645	10 169	68 878
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4		439 615	385 544
Produit de cession	5		1 100	
(Gain) perte sur cession	6		686	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		441 401	385 544
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(347 076)	(365 801)	(63 994)
	18	(347 076)	(365 801)	(63 994)
Affectations				
Activités d'investissement	19	(30 000)	(39 847)	(21 060)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		172 477	11 858
Excédent de fonctionnement affecté	21	242 431	245 900	56 323
Réserves financières et fonds réservés	22		(25 940)	(25 940)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(18 500)	(17 800)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	212 431	334 090	3 381
	26	(134 645)	409 690	324 931
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		419 859	393 809

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019 Réalisations	2018 Réalisations
Revenus d'investissement	1	409 732	334 042
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(8 016)	( )
Sécurité publique	3	(1 956)	( )
Transport	4	(742 028)	(997 832)
Hygiène du milieu	5	(88 096)	(8 345)
Santé et bien-être	6	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	(131 457)	( )
Loisirs et culture	8	(9 612)	( )
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	(981 165)	(1 006 177)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	( )	( )
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	39 847	21 060
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	95 000	13 824
Excédent de fonctionnement affecté	16		(5 059)
Réserves financières et fonds réservés	17		
	18	134 847	29 825
	19	(846 318)	(976 352)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(436 586)	(642 310)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	762 617	690 044	673 671
Charges sociales	2	192 828	160 019	168 274
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	1 570 734	1 643 099	1 489 087
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	71 727	20 950	29 550
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9		22 354	24 679
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11		19	529
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	183 849	236 191	217 766
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16			
Amortissement des immobilisations	17		439 615	385 544
Autres				
-	18			
-	19			
-	20			
	21	2 781 755	3 212 291	2 989 100

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Autres charges	8		
	9		
Excédent (déficit) de l'exercice	10		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	( )	( )
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	23		
Supportant les engagements de prêts	24		
Supportant les garanties de prêts	25		
	26		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Intérêts sur la dette à long terme	8		
Autres charges	9		
	10		
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15		
Provision pour moins-value	16	( )	( )
	17		
	18		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21		
	22		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25		
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	26		
Supportant les engagements de prêts	27		
	28		

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1		
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
	3		
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4		
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6		
	7		
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14		
	15		
Excédent (déficit) de l'exercice	16		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17		
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19		
Provision pour créances douteuses	20	( )	( )
	21		
Autres	22		
	23		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 112 464	925 463
Excédent de fonctionnement affecté	2	414 053	670 917
Réserves financières et fonds réservés	3	154 691	128 751
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(198 400)	(216 900)
Financement des investissements en cours	5	(1 113 819)	(677 233)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	7 722 886	6 840 976
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	8 091 875	7 671 974
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 112 464	925 463
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10		
	11	1 112 464	925 463
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Budget 2020	12		
- Budget 2019	13		18 400
- Égout/Cours d'eau	14	6 145	6 145
- Élection	15	9 235	4 235
- Développement durable	16	46 586	44 086
- Montagne	17	65 436	86 400
- Vente montagne	18		225 000
- Environnement	19	15 000	15 000
- Infrastructures routes/ponceau	20	271 651	271 651
	21	414 053	670 917
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	414 053	670 917
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	149 336	123 396
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	5 355	5 355
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	154 691	128 751
	48	154 691	128 751

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Autres	52	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	( )	( )
	54	( )	( )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
-	58	( )	( )
-	59	( )	( )
	60	( )	( )
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
-	66	( )	( )
-	67	( )	( )
	68	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
- Autre financement	72	(198 400)	(216 900)
-	73	( )	( )
	74	(198 400)	(216 900)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
-	79		
	80		
	81	(198 400)	(216 900)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82		
Investissements à financer	83	(1 113 819)	(677 233)
	84	(1 113 819)	(677 233)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	8 056 065	7 516 300
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	100	100
	90	8 056 165	7 516 400
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	8 056 165	7 516 400
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(1 435 791)	(1 905 934)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	(6 309)	(11 766)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	692 994	807 949
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	198 400	216 900
	98	(550 706)	(892 851)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	((217 427))	((217 427))
	100	(333 279)	(675 424)
	101	7 722 886	6 840 976

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1		2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32		
Rendement espéré des actifs	33	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34		
Charge de l'exercice	35		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un réglement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité cotise dans le régime à cotisations déterminées des employés, à raison de 5% du salaire régulier. Les employés cotisent également 5% de leurs salaires réguliers.

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111		
Autres régimes	112	19 583	22 803
	113	19 583	22 803

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	115		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	7	1

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	842	702
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	2 837	2 366
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120	2 837	2 366

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TAXES		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	2 092 471	2 031 840
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	70 130	52 271
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5		
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	2 162 601	2 084 111
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	25 020	31 201
Égout	11	17 621	16 626
Traitement des eaux usées	12	135 440	127 305
Matières résiduelles	13	141 911	136 875
Autres			
-	14		
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17	9 353	9 408
Service de la dette	18	53 619	46 385
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	382 964	367 800
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	382 964	367 800
	27	2 545 565	2 451 911

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2019	Réalisations 2018
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31	48 556	48 556
	32	48 556	48 556
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33		
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35	16 348	12 835
	36	16 348	12 835
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	64 904	61 391
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42	23 040	22 254
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45	23 040	22 254
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50	39 106	38 914
	51	39 106	38 914
	52	127 050	122 559

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		2 397
Sécurité publique			
Police	54	10 211	12 324
Sécurité incendie	55		2 964
Sécurité civile	56	81 303	
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	141 143	141 143
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69	26 603	69 298
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	9 428	11 609
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	22 577	15 707
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83	5 194	4 975
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	500	1 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	296 959	261 417

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	389 138	334 042
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	20 594	
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	409 732	334 042

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Autres	138		
	139		
TOTAL DES TRANSFERTS	140	706 691	595 459

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146	3 679	12 652
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149	3 679	12 652
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170	3 499	3 113
	171	3 499	3 113
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182	7 178	15 765

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	183		
Évaluation	184		
Autre	185	4 850	5 209
	186	4 850	5 209
Sécurité publique			
Police	187		
Sécurité incendie	188		
Sécurité civile	189		
Autres	190		
	191		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192		
Enlèvement de la neige	193		
Autres	194	35 674	27 596
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		
Autres	199		
	200	35 674	27 596
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201		
Réseau de distribution de l'eau potable	202		
Traitement des eaux usées	203		
Réseaux d'égout	204		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205	432	1 081
Matières recyclables	206		
Autres	207		
Cours d'eau	208	7 058	
Protection de l'environnement	209		
Autres	210		
	211	7 490	1 081
Santé et bien-être			
Logement social	212		
Sécurité du revenu	213		
Autres	214		
	215		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216		
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218		
Autres	219		70
	220		70
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221		
Activités culturelles			
Bibliothèques	222		
Autres	223	6 187	5 599
	224	6 187	5 599
Réseau d'électricité	225		
	226	54 201	39 555
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	61 379	55 320

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	228	11 395	13 660
Droits de mutation immobilière	229	122 077	89 564
Droits sur les carrières et sablières	230	323	941
Autres	231	2 236	2 064
	232	136 031	106 229
AMENDES ET PÉNALITÉS	233	13 392	12 472
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	235	40 971	45 646
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236	(686)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		
Contributions des promoteurs	239		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240		
Contributions des organismes municipaux	241		
Autres contributions	242		
Redevances réglementaires	243		
Autres	244	1 799	2 424
	245	1 113	2 424
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	246		

S28-1

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019			Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	81 436		81 436	63 974
Greffe et application de la loi	2	23 526		23 526	19 123
Gestion financière et administrative	3	383 822	16 479	400 301	389 562
Évaluation	4	40 924		40 924	55 111
Gestion du personnel	5				
Autres					
- Autres	6	96		96	4 277
-	7				
	8	529 804	16 479	546 283	532 047
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	204 406		204 406	200 626
Sécurité incendie	10	197 086	106 156	303 242	193 541
Sécurité civile	11	81 697		81 697	25 230
Autres	12				
	13	483 189	106 156	589 345	419 397
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	514 104	203 120	717 224	747 868
Enlèvement de la neige	15	391 968		391 968	357 095
Éclairage des rues	16	12 709	868	13 577	11 733
Circulation et stationnement	17	12 983		12 983	10 694
Transport collectif					
Transport en commun	18	5 826		5 826	5 695
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	937 590	203 988	1 141 578	1 133 085

S28-2

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019			Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	32 676	16 600	49 276	40 763
Réseau de distribution de l'eau potable	24		23 695	23 695	23 695
Traitement des eaux usées	25	21 356	17 573	38 929	30 133
Réseaux d'égout	26		19 244	19 244	19 244
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	87 770		87 770	86 047
Élimination	28	52 342		52 342	49 472
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	60 858	967	61 825	59 948
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31	130 956		130 956	133 637
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	5 945		5 945	6 026
Protection de l'environnement	38	58 216		58 216	63 524
Autres	39				
	40	450 119	78 079	528 198	512 489
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	372		372	92
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	4 910		4 910	3 618
	44	5 282		5 282	3 710
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	129 385	13 596	142 981	152 636
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	10 511		10 511	6 773
Tourisme	49	38 042		38 042	25 975
Autres	50	2 500		2 500	7 450
Autres	51				
	52	180 438	13 596	194 034	192 834

21-2

S28-3

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019			Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	20 293	10 164	30 457	30 310
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 458	1 508	3 966	5 695
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56	1 890	4 911	6 801	7 908
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	80 260	2 867	83 127	58 318
	60	104 901	19 450	124 351	102 231
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	36 530	1 867	38 397	38 549
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	1 500		1 500	
	66	38 030	1 867	39 897	38 549
	67	142 931	21 317	164 248	140 780
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	43 304		43 304	54 229
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	19		19	529
	73	43 323		43 323	54 758
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	439 615	(439 615)		

21-3

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Mathieu-du-Parc

Code géographique : 51070

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	8 346	3 202
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	58 032	2 426
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	755 777	951 353
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	6 042	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	115 104	20 578
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	9 972	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	27 892	28 618
Terrains	20		
Autres	21		
	22	981 165	1 006 177

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	8 346	3 202
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	58 032	2 426
Autres infrastructures	27	761 819	951 353
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	152 968	49 196
	34	981 165	1 006 177

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	5 355			5 355
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	302 618		187 436	115 182
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	801 778		173 209	628 569
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	1 109 751		360 645	749 106
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	807 949		114 955	692 994
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	807 949		114 955	692 994
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	807 949		114 955	692 994
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	807 949		114 955	692 994
	19	1 917 700		475 600	1 442 100
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	1 917 700		475 600	1 442 100

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	1 442 100
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 113 819
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	5 355
Débiteurs	9	692 994
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	1 857 570
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	
Endettement net à long terme	17	1 857 570
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	655 964
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	2 513 534
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	2 513 534
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	19 761	13 405
Évaluation	2	40 179	54 349
Autres	3	35 911	27 295
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	5 958	2 835
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	1 158	1 152
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	98 686	88 756
Cours d'eau	13	5 478	5 022
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16	372	92
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	10 352	13 948
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	10 511	6 773
Autres	21	6 033	2 667
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22		
Activités culturelles	23	1 792	1 472
Réseau d'électricité	24		
	25	236 191	217 766

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	968 316	1 006 177
Frais de financement	4	12 849	
Autres	5		
	6	981 165	1 006 177

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	1,00	40,00	1 996,00	***	***	***
Professionnels	2	0,00	0,00	0,00	***	***	***
Cols blancs	3	10,00	32,00	10 265,00	***	***	***
Cols bleus	4	15,00	40,00	10 693,00	***	***	***
Policiers	5	0,00	0,00	0,00	***	***	***
Pompiers	6	18,00	1,00	4 095,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7	0,00	0,00	0,00	***	***	***
	8	44,00		27 049,00	***	***	***
Élus	9	7,00			59 915	7 376	67 291
	10	51,00			***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	26 603				26 603
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	265 162	147 633	246 339	20 954	680 088
	17	291 765	147 633	246 339	20 954	706 691

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	19	529
	4	19	529
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	6 907	7 567
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	6 907	7 567
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	528	2 416
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	528	2 416
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	6 974	8 053
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18	741	22 420
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	20 912	6 011
	26	28 627	36 484
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	7 242	7 762
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	7 242	7 762
Réseau d'électricité	40		
	41	43 323	54 758

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Josée Magny	13 687	6 834
Renald Grenier	4 562	2 278
Louis Tremblay	4 562	2 278
Daniel Gagnon	4 562	2 517
Pierre Bertrand	4 557	2 278
Michel Langlois	4 562	2 278
André Bordeleau	4 562	2 278
Josée Magny (MRC)	7 971	486

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	200 000 $		
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 / 3 / 4		X	

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 / 6	X		
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	83 830 $		
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 / 9	X		
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :				
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 / 11		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	$		
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 / 14		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	$		
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 / 17	X		
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	18 100 $		
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 / 20		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	$		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		**OUI**		**NON**
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22		23	X
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24		25	
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :				
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:				
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26		27	X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28		$	
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29		30	X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31		$	
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32	X	33	
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :				
a) crédits de taxes	34		$	
b) autres formes d'aide	35	2 850	$	
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019				
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36			
Facteur comparatif de 2019	37			
Valeur uniformisée	38			

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ — 39 — 141 143 $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver — 40 — 391 968 $
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver — 41 — 85 043 $

b) Dépenses d'investissement — 42 — $

c) Total des frais encourus admissibles — 43 — 477 011 $

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution — 44 — 2020-09-170

b) Date d'adoption de la résolution — 45 — 2020-09-08

		OUI		NON
11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?	46	X	47	

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution — 48 — 201910177

b) Date d'adoption de la résolution — 49 — 2019-10-07

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens			
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 / 51	☐	☐
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52		
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53		
Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice			
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54		
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55		
Mesures d'encadrement			
f) Nombre d'ordonnaces émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56		
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :			
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57		
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58		
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :			
- la mort	59		
- une blessure grave	60		
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61		

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Mathieu-du-Parc

Code géographique : 51070

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Taux global de taxation réel audité

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 3

Taux global de taxation réel 4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'établissement du taux global de taxation réel de la MUNICIPALITÉ DE SAINT-MATHIEU-DU-PARC (ci-après «la municipalité») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après «l'état»).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que cet état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

DÉSAULNIERS, GÉLINAS, LANOUETTE S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Trois-Rivières (Québec), le 3 août 2020
Par Jérôme Sansregret, CPA auditeur, CGA

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	2 545 565
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	9 353
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	2 536 212

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	235 739 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	239 495 800
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	237 617 400

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 | | 1 | , | 0 | 6 | 7 | 4 | / 100 $

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Saint-Mathieu-du-Parc

Code géographique : 51070

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	2 131 180
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	68 262
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	2 199 442
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	30 405
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	134 828
Matières résiduelles	13	175 638
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	9 500
Service de la dette	18	34 652
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	385 023
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	385 023
	27	2 584 465

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	170
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	51 853
	5	52 023
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	14 825
	9	14 825
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	66 848
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	22 700
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	22 700
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	39 106
	24	39 106
	25	128 654

S57

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxe foncière générale (taux unique)	1 236 736 300	x	2 0,9002	/100$	3 2 131 180				
Taxe foncière générale (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5	/100$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8	/100$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11	/100$	12				
Immeubles industriels	13	x	14	/100$	15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19	x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	x	23	/100$	24				
Total					25 2 131 180	26 ( )	27 ( )	28	29 2 131 180
Taxes spéciales									
Service de la dette (taux unique)	30 236 736 300	x	31 0,0288	/100$	32 68 262				
Service de la dette (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54 68 262	55 ( )	56 ( )	57	58 68 262

S58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	x	2	/100$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5	/100$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8	/100$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11	/100$	12				
Immeubles industriels	13	x	14	/100$	15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19	x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	x	23	/100$	24				
Total					25	26 ( )	27 ( )	28	29
Taxes spéciales									
Activités d'investissement (taux unique)	30	x	31	/100$	32				
Activités d'investissement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57	58

	Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	x	60	%	61	62 ( )	63 ( )	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	___ , ___ $
Égout	2	___ , ___ $
Eau et égout	3	___ , ___ $
Traitement des eaux usées	4	___ , ___ $
Matières résiduelles	5	___ , ___ $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
Taxe de service - Village	143,7300	4	aqueduc - résidentiel
Taxe de service - Village	287,4500	4	aqueduc - commercial
Taxe de service - Village	287,4500	4	aqueduc - combiné
Taxe de service - Montagne	319,7100	4	aqueduc - résidentiel
Taxe de service - Montagne	396,2900	4	égout - résidentiel
Matières résiduelles	120,1400	4	ordures - résidentiel
Matières résiduelles	240,2700	4	ordures - rés. tourisme
Matières résiduelles	240,2700	4	ordures - combiné
Matières résiduelles	360,4100	4	ordures - rest/aub 4ch
Matières résiduelles	360,4100	4	ordures - rest/aub 10ch
Matières résiduelles	600,6800	4	ordures - camping
Matières résiduelles	600,6800	4	ordures - institution
Matières résiduelles	240,2700	4	ordures - commercial
Installation septique	92,5000	4	perm vidangée en 2020
Installation septique	92,5000	4	perm non vidangée 2020
Installation septique	46,2500	4	sais vidangée en 2020
Installation septique	46,2500	4	sais non vidangée 2020
Installation septique	185,0000	4	Q2R22
Installation septique	0,2000	4	gallons excédentaires
Installation septique	50,0000	4	mod rendez-vous
Installation septique	100,0000	4	2e visite, dep inu, urg
Installation septique	158,7500	4	saisonnier bateau
Installation septique	317,5000	4	permanent bateau
Installation septique	360,0000	4	camionnette

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	2 584 465
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	9 500
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	2 574 965

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE 11 236 736 300

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020 12 1 , 0877 /100 $
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

S63

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1						
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8						

S64

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9				
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13				
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?						
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM						
- Pour la taxe foncière générale	1		2	X		
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4		5	X
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6		7		8	X
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9		10		11	X
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM						
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12		13		14	X
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16		17	X
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19		20	X
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21		22	X		
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	X	24			
Si oui, indiquer le montant.	25	821 $				
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	$				
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-16				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6.	Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	2 974 024 $
7.	Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	99 078 $
8.	Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	71 726 $
9.	Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	$

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 [ ]	2 [X]	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 [ ]	4 [X]	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 [ ]	6 [X]	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 [ ]	8 [X]	

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 [ ]	10 [ ]	11 [X]
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 [ ]	13 [ ]	14 [X]
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 [ ]	16 [ ]	17 [X]

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 [ ]	19 [ ]	20 [X]
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 [ ]	22 [ ]	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , VALÉRIE BERGERON , atteste que le rapport financier

de Saint-Mathieu-du-Parc pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis

de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation,

a été déposé à la séance du conseil du 2020-08-03.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier

ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés

lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont

détenues par Saint-Mathieu-du-Parc.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Mathieu-du-Parc consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport

financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de

la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que

Saint-Mathieu-du-Parc détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s)

de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une

signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-08-24 09:18:36

Date de transmission au Ministère :

S68